

## Le scandale de la BCCI

Pour transférer à l'ISI et aux diverses guérillas implantées en Afghanistan les fonds nécessaires à sa guerre occulte, la CIA a recours à de nombreux comptes qu'elle détient dans la plus étrange des banques : la Banque de crédit et de commerce international (BCCI)<sup>50</sup>. Fondée en 1972 par Agha Hasan Abedi, un Pakistanais très introduit auprès des plus grandes fortunes du golfe Persique, la BCCI est devenue en à peine plus d'une décennie la septième plus grosse banque de la planète. Elle sera fermée d'autorité le 5 juillet 1991 par la Banque d'Angleterre, au cours du plus phénoménal et nébuleux scandale financier de l'histoire. Les méthodes comptables très spéciales et les chaînes de Ponzi auxquelles la BCCI a systématiquement recours laisseront derrière elles un trou estimé entre 5 et 15 milliards de dollars. Diverses enquêtes montreront l'implication de la BCCI dans le blanchiment de centaines de millions de dollars issus d'à peu près toutes les formes de crime organisé, notamment le trafic d'armes, le trafic de drogue, le proxénétisme et la corruption, ainsi que le financement de groupes terroristes tels que celui d'Abou Nidal ou encore les escadrons de la mort du cartel de Medellín<sup>51</sup>.

La BCCI joue aussi très tôt un rôle clé dans les opérations occultes de la CIA et des services secrets saoudiens. Après le choc pétrolier de 1973, nulle autre banque ne connaît un essor plus fulgurant dans le monde : elle est parfaitement positionnée pour recevoir en dépôt et investir partout dans le monde, et en particulier aux États-Unis, les pétrodollars du Moyen-Orient. Elle compte rapidement de puissants hommes d'affaires saoudiens parmi ses principaux actionnaires, à commencer par Kamal Adham, le prédécesseur de Turki Al Saoud à la tête des services secrets d'Arabie saoudite. Dès le début des années 1980, le directeur de la CIA et ami de Ronald Reagan William Casey rencontre fréquemment Hasan Abedi à l'hôtel Madison de Washington, afin de recourir aux services de la BCCI pour les opérations clandestines de l'Agence en Irak<sup>52</sup>. Les comptes de la BCCI servent également dans l'affaire de l'Irangate, pour transférer aux *Contras*

du Nicaragua, *via* l'Arabie saoudite, des fonds provenant de la Maison-Blanche<sup>53</sup>. Et, en 1986, le premier banquier d'Arabie saoudite, Khalid Ben Mahfouz, investit près d'un milliard de dollars afin de prendre le contrôle de 30 %<sup>54</sup> des parts de la BCCI et en devenir le principal actionnaire<sup>55</sup>.

Le rapport d'enquête publié par les sénateurs américains John Kerry et Hank Brown en décembre 1992<sup>a</sup>, un an et demi après la liquidation de la BCCI, sera une terrible source d'embarras pour la CIA. Débutée en février 1988, l'enquête menée par John Kerry pour le comité des Affaires étrangères du Sénat porte sur les relations entre trafic de drogue d'une part, politique étrangère et justice américaines d'autre part. Confronté à la passivité du département de la Justice, Kerry confie le dossier en 1989 au *district attorney* de l'État de New York, Robert Morgenthau, dont les questions pressantes finissent par pousser Price Waterhouse, la firme qui audite les comptes de la BCCI, à transmettre un rapport confidentiel à la Banque d'Angleterre en juin 1991, moins d'un mois avant que cette dernière ne décide de tirer sur la prise. Ce rapport indique que la BCCI a « engendré des pertes importantes au cours de la dernière décennie, et pourrait même n'avoir jamais été profitable depuis qu'elle existe<sup>56</sup> ». Le scandale n'arrive vraiment aux oreilles de la presse que plusieurs semaines après que la firme a cessé d'exister. Au Sénat, John Kerry et Hank Brown rouvrent le dossier. Au cours de l'enquête, Kamal Adham, le représentant de la BCCI aux États-Unis et principal intermédiaire de la CIA avec l'Arabie saoudite dans les années 1980, embauchera parmi ses avocats l'ex-directeur politique de George H. W. Bush, Ed Rogers<sup>57</sup>. Les conclusions finales de Kerry et Brown seront des plus sévères pour le département de la Justice du gouvernement Bush, accusé d'avoir *de facto* regardé ailleurs de façon systématique à mesure que s'amoncelaient les indices de l'énormité du scandale<sup>58</sup>. Jacques Bardu, un enquêteur des Douanes françaises chargé de perquisitionner les

---

a Cette version de décembre 1992, citée ici en référence, n'est pas la version définitive du rapport, dont certains passages ont été expurgés à la demande, selon certaines sources, d'Henry Kissinger.

locaux de la BCCI à Paris en juillet 1991, affirmera avoir saisi les documents d'un compte au nom d'un certain « George Bush », avec dessus 5 millions de dollars en dépôt ; dans les heures qui suivent, d'après Bardu, les pièces sont transmises au cabinet du ministre du Budget, Michel Charasse, puis à l'Élysée, puis enfin, suivant l'ordre d'un « assistant » de François Mitterrand, à l'attaché du département du Trésor à l'ambassade américaine à Paris<sup>59</sup>. Si ces documents existent, il n'en sera plus question<sup>a</sup>.

Entre autres turpitudes, les services secrets américains seront accusés d'avoir eu recours à une kyrielle de comptes de la BCCI pour financer la guerre d'Afghanistan grâce au recyclage de l'argent de l'opium. « Si la BCCI gêne tellement Washington, au point que des investigations franches et directes ne sont pas conduites, cela a beaucoup à voir avec le fait que les États-Unis ont fermé les yeux sur le trafic d'héroïne au Pakistan<sup>60</sup> », confiera un officier de renseignement américain à *Time Magazine*. Selon l'historien américain Alfred McCoy, « la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan devint le producteur mondial n° 1 d'héroïne, fournissant 60 % du marché américain. Au Pakistan, la population accro à l'héroïne passa de zéro en 1979 à 2,5 millions en 1985, bien plus vite que dans n'importe quelle autre région. [...] À mesure que les guérillas des moudjahidins prenaient des territoires en Afghanistan, elles ordonnaient aux paysans de planter de l'opium comme source d'impôt révolutionnaire. De part et d'autre de la frontière pakistanaise, des chefs afghans et des cartels de la drogue pakistanaise, protégés par les services secrets du Pakistan, faisaient fonctionner des centaines de laboratoires d'héroïne<sup>61</sup> ». L'ancien responsable des opérations de la CIA en Afghanistan, Charles Cogan, reconnaîtra en 1995 que les États-Unis ont sciemment fermé les yeux sur cet énorme trafic d'héroïne<sup>b</sup>, et affirmera : « Je ne pense pas qu'il nous faut nous excuser pour ça. Toute situation a ses

---

a Lorsque je l'ai interrogé en décembre 2013, Michel Charasse m'a répondu ne pas avoir le souvenir d'un tel épisode. Jacques Bardu était alors décédé.

b Le financement d'opérations clandestines par l'argent de l'opium est une tactique déjà ancienne, dont les services français du SDECE semblent avoir été les pionniers en Indochine.

retombées. [...] Il y a eu des retombées en termes de drogue, oui. Mais l'objectif principal a été atteint. Les Soviétiques sont partis d'Afghanistan<sup>62</sup>. » Pétrodollars de la BCCI, puritanisme religieux de ses actionnaires saoudiens, argent de la drogue de ses clients : mélange improbable et détonnant...

Comme l'écrira un journaliste de *Time Magazine* en 2001, « la découverte des liens entre la CIA et la BCCI soulève une question profondément troublante : l'Agence a-t-elle piraté la politique étrangère des États-Unis, s'impliquant du même coup dans l'une des entreprises criminelles les plus audacieuses de l'histoire<sup>63</sup> ? ». La BCCI, qui investit des sommes colossales dans le négoce de nombreuses matières premières, à commencer bien entendu par le pétrole, a pu représenter un attrait irrésistible pour la CIA, qui cherchait depuis la fin de la guerre du Vietnam à s'affranchir du contrôle trop scrupuleux du Congrès américain. Selon le témoignage d'un cadre de la BCCI, « ce qu'Abédi [le fondateur de la banque] avait dans les mains [était] magique – quelque chose que [les dirigeants des services secrets saoudiens], Kamal Adham ou même le prince Turki n'avaient pas<sup>64</sup> ». Implantée partout dans le monde, y compris dans plus de cinquante pays du tiers monde, la BCCI constitue selon *Time Magazine* « une vaste multinationale sans État, qui dispose de sa propre agence de renseignement, complétée par une branche paramilitaire et des unités de sécurité, connues sous le nom de Réseau noir<sup>65</sup> ». À l'issue de la liquidation de la BCCI en 1991, son actionnaire principal, Khalid Ben Mahfouz, le banquier personnel du roi d'Arabie saoudite, devra verser à partir de 1993 près d'un demi-milliard de dollars pour mettre un terme aux poursuites pour fraude lancées par la justice new-yorkaise<sup>66</sup> et payer les créanciers de la BCCI<sup>67</sup>.

Sur le chemin qui mène du « Safari Club » à Al-Qaïda en passant par la BCCI, beaucoup de tournants demeurent méconnus ou difficiles à interpréter. Mais il est clair qu'en confiant le financement de nombreuses opérations clandestines aux pétrodollars saoudiens et en s'appuyant sur les réseaux cryptiques financés par Riyad, l'empire américain a engendré ce qui allait devenir la forme la plus patente de sa propre némésis. En 1989,

après le retrait des Soviétiques d'Afghanistan et alors que George H. W. Bush venait de s'installer à la Maison-Blanche, la Première ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, avait mis en garde le nouveau président américain : « Les extrémistes qui ont tant été encouragés par les États-Unis [...] sont en train d'exporter leur terrorisme dans d'autres parties du monde<sup>68</sup>. » La femme d'État dont l'assassinat en 2007 sera revendiqué par le chef des opérations d'Al-Qaïda en Afghanistan avait prévenu Bush : « Vous êtes en train de créer un véritable Frankenstein<sup>69</sup>. »

Depuis le passage de Bush à la tête de la CIA en 1976, les services de renseignement américains ont cherché à harnacher la puissance des pétrodollars saoudiens débridée par les chocs pétroliers. Cette puissance énorme, incoercible, fait-elle vider les étriers aux Américains à la fin des années 1980 ? Beaucoup à Washington le redoutent lorsque, en mars 1988, la presse révèle que Riyad se tourne vers la Chine pour acheter des missiles balistiques capables de transporter des charges nucléaires<sup>70</sup>, ou lorsque, au cours des investigations qui aboutissent au scandale de la BCCI, il s'avère que la banque finance les laboratoires de l'inquiétant docteur Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe nucléaire du Pakistan<sup>71</sup>, et que l'administration Reagan ne peut que fermer les yeux<sup>72</sup>. En 1988 toujours, l'Aramco s'affranchit du dernier symbole de la tutelle de *Big Oil* : l'Arabian American Oil Company change de nom pour devenir la Saudi Arabian Oil Company, autrement dit la Saudi Aramco. Le docteur Ali Al-Naimi, formé à l'université américaine de Stanford, assume désormais pleinement la direction de la compagnie la plus riche du monde. Le « plus grand trésor de toute l'histoire<sup>a</sup> » n'est plus en rien la propriété des Américains.

### **La BCCI et les bonnes fortunes de George Bush Junior**

Les liens entre Washington et Riyad ne sont pas pour autant brisés. Ils poursuivent leur mutation. En novembre 1988,

---

a Voir *supra*, chapitre 11.

George H. W. Bush remporte facilement l'élection présidentielle face à son adversaire démocrate, le falot Michael Dukakis, après avoir fait le plein de soutiens financiers de la part de ses amis pétroliers. Les alliés de Bush dans le golfe Persique, eux, paraissent absents de la scène, du moins à première vue.

Le fils aîné de George H. W. Bush, George W., s'est impliqué à peu près à plein-temps dans la campagne de son père, en dépit de sa propre carrière d'homme du pétrole. Une carrière toujours peu brillante... à deux heureuses surprises près. Deux ans auparavant, au beau milieu du contre-choc et des faillites en série qu'il engendre au Texas, Spectrum 7, la petite compagnie criblée de dettes de Bush Junior, a été rachetée pour 2,25 millions de dollars par Harken Energy, une société basée à Dallas. Au terme de la transaction, George W. obtient 600 000 dollars, un siège au conseil d'administration et un poste de consultant qui lui rapporte plus de 50 000 dollars par an, tout en lui laissant amplement le temps d'œuvrer à l'accession de son père à la Maison-Blanche. À la question de savoir pourquoi Harken Energy se montre si généreuse envers Bush Junior, le fondateur de la compagnie, Phil Kendrick, répondra : « Son nom était George Bush. Cela valait bien l'argent qu'ils lui ont versé<sup>73</sup>. » Parmi les principaux actionnaires d'Harken – une société que *Time Magazine* présentera comme « l'une des boîtes les plus mystérieuses et excentriques à avoir jamais foré un puits de pétrole<sup>74</sup> » – on trouve d'une part Alan Quasha, fils de l'éminence grise du dictateur pro-Américain des Philippines, Ferdinand Marcos<sup>75</sup>, et d'autre part le très puissant fonds d'investissement de l'université d'Harvard, dirigé par Robert G. Stone Jr., gendre de Godfrey Rockefeller, un petit cousin de Nelson et David Rockefeller par ailleurs proche de la famille Bush<sup>76</sup>. Stone a été associé en affaires avec Thomas J. Devine<sup>a</sup>, l'« ex »-agent de la CIA partenaire de Bush père dans Zapata Offshore<sup>77</sup>. Il a également siégé aux côtés d'Henry Kissinger au sein du conseil d'administration de Freeport Mining, un géant des mines métallurgiques dominé par les Rockefeller et associé notamment au coup d'État soutenu

---

a Voir *supra*, chapitre 14.

par la CIA qui porta Suharto au pouvoir en Indonésie en 1965<sup>a</sup>. Peu après l'arrivée de Bush Junior au conseil d'administration d'Harken Energy<sup>b</sup>, l'un des plus gros banquiers indépendants des États-Unis, Jackson Stephen, par ailleurs généreux donateur du Parti républicain, met en place un plan de sauvetage de la petite compagnie pétrolière texane. Pour cela, Stephen fait appel à UBS, le géant du secteur bancaire suisse, alors partenaire de la BCCI. Mais le plan de sauvetage échoue à la dernière minute, et Stephen se tourne alors vers l'une des plus grandes fortunes d'Arabie saoudite, un nabab de l'immobilier et de la finance nommé Abdullah Bakhsh, lequel devient l'un des plus gros actionnaires d'Harken Energy<sup>78</sup>.

En dépit d'aussi puissants partenaires, les affaires d'Harken sont fort mauvaises. Comme Spectrum 7, la compagnie fore puits sec après puits sec, et perd 12 millions de dollars en 1989, puis 40 millions l'année suivante. Pour masquer une partie de ses pertes, Harken a recours à des pratiques comptables baroques, qui plus tard seront comparées<sup>79</sup> à celles mises au jour dans le scandale d'Enron<sup>c</sup>. Pourtant, en janvier 1990, douze mois après l'arrivée de Bush père à la Maison-Blanche, Harken se voit offrir une opportunité en or noir. La petite compagnie, qui n'a jamais foré ni à l'étranger ni en mer, stupéfie le monde du pétrole en remportant au détriment du géant Amoco un appel d'offres pour prospecter au large de Bahreïn, la petite île-État du golfe Persique. Situé face à Dhahran et largement inféodé à l'Arabie saoudite, Bahreïn abrite la base de l'US Navy dans le golfe Persique.

Les trois personnages clés du succès d'Harken Energy dans cet appel d'offres (le consultant pétrolier de Houston qui ouvre la voie de la compagnie à Bahreïn, l'ambassadeur américain à Bahreïn ainsi que le Premier ministre de Bahreïn lui-même) sont

---

a Voir *supra*, chapitre 12.

b Figure également au conseil d'administration d'Harken le célèbre milliardaire d'origine hongroise George Soros, lequel, pour une raison ou pour une autre, deviendra l'adversaire financier majeur de George W. Bush dans la course de ce dernier à la réélection en 2004.

c Voir *infra*, chapitre 27.

tous liés à la BCCI. Après l'éclatement du scandale de la banque de Khalid Ben Mahfouz, le *Wall Street Journal* observera : « Le nombre de personnes connectées à la BCCI qui étaient en affaires avec Harken – toutes après que George W. Bush eut rejoint le conseil d'administration – [...] soulève la question de savoir si elles ne masquent pas un effort visant à faire ami-ami avec un fils de président<sup>80</sup>. »

Après l'annonce de l'« incroyable accord<sup>81</sup> » obtenu par Harken Energy, les investisseurs se pressent pour entrer au capital, rassérénés par la présence du fils du président américain au sein du conseil d'administration, alors même qu'Harken croule sous les dettes. Le 17 mai 1990, Bush Junior participe à une réunion d'urgence de la direction d'Harken : la compagnie risque de se retrouver d'ici trois jours à court de cash<sup>82</sup> ! Bush Junior fait alors savoir qu'il souhaite vendre rapidement ses actions, car il convoite le rachat de l'équipe de base-ball de Dallas, les Texas Rangers. Le service juridique d'Harken le lui déconseille formellement : le fils du président a toutes les chances d'être poursuivi pour délit d'initié. Mais George W. passe outre, et le 22 juin il empoche 848 560 dollars, quelques semaines avant l'annonce de nouvelles pertes catastrophiques pour Harken<sup>83</sup>. La transaction sera cependant jugée légale par la SEC, le gendarme de Wall Street. Et George W. Bush pourra s'offrir l'équipe des Texas Rangers, première étape d'une ascension politique fulgurante qui passera en 1995 par le fauteuil de gouverneur du Texas. Le président de la SEC a été nommé par Bush père. Il est un ancien partenaire de Baker Botts, la firme juridique majeure de l'industrie pétrolière. C'est également le cas de Robert Jordan, l'avocat qui a défendu Bush Junior devant la SEC<sup>84</sup>. Une fois devenu président des États-Unis, George W. Bush nommera en octobre 2001 Robert Jordan ambassadeur... en Arabie saoudite. Les forages d'Harken au large de Bahreïn ne donneront rien, et l'île-État conservera la particularité d'être le seul pays du Golfe pauvre en or noir.



## Big Oil au cœur de la financiarisation de l'économie

Les années Reagan ont marqué la transformation du monde financier en un gigantesque casino, casino dont *Big Oil* est la plus belle mise en même temps que le lieu privilégié des évolutions caractéristiques de cette période : sophistication des produits financiers, arrivée en force des fonds de pension, spéculation agressive, multiplication des OPA hostiles, acquisitions « avec effet de levier », mégafusions, rachats d'actions, mise en orbite des dividendes des actionnaires et des rémunérations des dirigeants, plans massifs de licenciements.

La libéralisation totale du marché du brut place les pétroliers occidentaux à la pointe de la spéculation financière, avec BP et Exxon à l'avant-garde. Exxon se montre particulièrement novateur, sous l'impulsion du directeur financier du groupe, Jack Bennett (l'homme qui a participé à la mise en place du système monétaire des changes flottants en 1971, puis à la canalisation des pétrodollars saoudiens vers Wall Street au lendemain du choc de 1973<sup>85</sup>)<sup>a</sup>, et grâce aussi à l'ingéniosité de JP Morgan, la banque privilégiée du numéro un du pétrole en Occident. Depuis 1973, le building d'Exxon au centre de Manhattan héberge le siège de JP Morgan ; c'est là le signe de la position subalterne désormais occupée par la maison Morgan à l'égard du *jugger-naut* américain de l'or noir<sup>86</sup>. La collaboration entre Exxon et JP Morgan est notamment à l'origine des *credit default swaps*, un produit financier dérivé qui deviendra célèbre lors de la crise financière de 2007. Les *credit default swaps* ont été inventés par JP Morgan pour permettre à Exxon de lever l'argent nécessaire à faire face à l'amende record (5 milliards de dollars) réclamée par l'État d'Alaska après la marée noire de l'*Exxon-Valdez*, le 24 mars 1989<sup>87</sup>. En l'an 2000, JP Morgan finira par fusionner avec la banque historique des Rockefeller, la Chase Manhattan Bank.

Au cours des années 1980, les multinationales, et tout particulièrement les *majors* du pétrole, deviennent tellement gigan-

---

a Voir *supra*, chapitres 18 et 20.

tesques, réclament des investissements si colossaux, qu'elles ne peuvent plus se contenter de l'argent des grandes familles capitalistes. On dit que le capitalisme se « démocratise » ; il lui faut en tout cas faire appel à l'épargne de Monsieur Tout-le-monde. Accélérée grâce à l'informatique, cette ouverture démultiplie une fois encore la puissance du capital. Elle magnifie en même temps l'avidité de la foule des nouveaux petits actionnaires. Car cette démocratisation de l'investissement financier va de pair avec une agressivité exacerbée dans les transactions. C'est le moment de grâce des requins de la finance. Lors du krach du « Lundi noir » du 19 octobre 1987, point d'orgue d'une période très enfiévrée d'OPA et de fusions, 70 % du marché mondial des actions sont déjà passés sous le contrôle des fonds d'investissement et des fonds de pension<sup>88</sup> qui se chargent de gérer l'épargne des classes moyennes issues des Trente Glorieuses, et en particulier les retraites de dizaines de millions d'Américains. L'année précédant le krach, 346 acquisitions de plus d'un million de dollars se produisent, contre une dizaine seulement par an au début des années 1970<sup>89</sup>. Les plus grandes fusions-acquisitions sont celles qui se produisent au sein de l'industrie pétrolière américaine. En 1981, Mobil tente d'absorber Marathon Petroleum, descendante comme elle de la Standard Oil. Celle-ci contre-attaque en se faisant racheter l'année suivante par un « chevalier blanc », United States Steel. En août 1983, Mesa Petroleum, la compagnie de l'Américain T. Boone Pickens, prototype du lanceur de raids hostiles dans les années 1980, se lance à l'assaut de beaucoup plus gros qu'elle : l'une des Sept Sœurs, Gulf Oil. Mesa Petroleum, qui a lourdement investi dans de très coûteux forages *offshore* dans le golfe du Mexique, est alors en train d'être rattrapé par le contre-choc pétrolier. Mais le géant Gulf Oil est plus fragile encore, depuis qu'il a perdu le contrôle de ses fabuleuses réserves du Koweït lors de la nationalisation du pétrole par l'émirat en 1975, et aussi depuis le déclin de sa production texane. En ayant recours à des obligations à haut rendement (les fameux *junk bonds*, ou « obligations pourries », alors très en vogue), Pickens rachète en masse les actions largement sous-évaluées de Gulf Oil. Cependant, Mesa Petroleum ne réussit pas à prendre le

contrôle total de la firme texane. Pickens se contente d'empocher d'énormes plus-values lors du dépeçage de Gulf Oil, au terme duquel, en mars 1984, la compagnie créée par les Mellon au début du siècle<sup>a</sup> finit par être avalée par Chevron (le nouveau nom de la SoCal). Chevron absorbe ainsi la compagnie qui lui a ouvert pour 50 000 dollars la porte du golfe Persique un demi-siècle auparavant<sup>b</sup>.

Le 31 décembre 1984, enfin, Texaco acquiert Getty Oil, la compagnie créée par J. Paul Getty, l'homme le plus riche du monde depuis John D. Rockefeller. Mais voilà : Getty Oil est déjà promis à Pennzoil, l'un des plus grands pétroliers américains issu d'une fusion entre une ancienne filiale de la Standard Oil et la compagnie pétrolière originelle de George H. W. Bush, Zapata Petroleum. Le 19 novembre 1985, Texaco se retrouve condamné à verser 10,53 milliards de dollars à Pennzoil, dans ce qui demeure l'un des plus coûteux procès civils de l'histoire. Préférant se tenir à l'écart de cette déferlante d'acquisitions plus ou moins hostiles, Exxon choisit de se consolider et de se protéger contre d'éventuels raids, et de fidéliser ses actionnaires, en dépensant des milliards de dollars dans le rachat de ses propres actions. La compagnie réduit également ses effectifs de 40 %, au terme de l'un des plans sociaux les plus sévères des années 1980.

### Déclin des réserves pétrolières : les racines du mal

Le mouvement de fusions et de rachats d'actions initié dans les années 1980, et qui va se poursuivre durant la décennie suivante, est un pis-aller, une sorte de diversion. Les *majors* découvrent qu'il devient de plus en plus difficile, coûteux et incertain d'acquérir de nouvelles réserves d'or noir par la prospection. Il est bien plus simple et moins coûteux de racheter des concurrents (et leurs réserves avec).

---

a Voir *supra*, chapitre 3.

b Voir *supra*, chapitre 8.

Une longue maladie sans guère de rémission possible a commencé à ronger l'industrie de l'or noir. Après avoir atteint son record au milieu des années 1960<sup>a</sup>, le montant annuel des découvertes de pétrole décline, tandis que la consommation, elle, croît de plus en plus. Les courbes se croisent au tout début des années 1980 : désormais, l'humanité va année après année consommer dans l'atmosphère davantage de pétrole qu'elle n'en découvre sous terre. Et l'écart entre consommation et découverte annuelles va tendre à s'accroître. L'année 1979, celle du second choc pétrolier, se révélera être celle où l'industrie atteint le montant maximal de ses réserves de brut dites « prouvées et probables<sup>90</sup> » : après cette date, le réservoir mondial de pétrole conventionnel (autrement dit le pétrole liquide classique) va se vider plus vite que les prospecteurs ne seront capables de le remplir. Le phénomène va passer inaperçu dans les statistiques des réserves dites « prouvées », les seules accessibles en dehors de l'industrie.

Les *majors* occidentales sont les premières victimes de ce nouveau mal séculaire. Après avoir été chassées de nombreux pays de l'Opep, elles ont réinvesti les énormes profits engrangés grâce aux chocs de 1973 et de 1979 dans la prospection sur le territoire des États-Unis et ailleurs, dans l'espoir de redonner une nouvelle jeunesse au grand pays de l'or noir. Mais, à la fin des années 1980, le résultat de ces efforts se révèle très décevant aux États-Unis. Malgré l'extension des forages au large et la construction des îles artificielles THUMS<sup>b</sup> devant Long Beach, la Californie rejoint à partir de 1986 le Texas et l'Oklahoma sur la pente du déclin.

Un autre symbole de l'impasse est visible à l'extrême nord des États-Unis, en Alaska. Au début des années 1980, tandis que le champ de Prudhoe Bay, lancé en 1977<sup>c</sup>, montre déjà ses limites, les pétroliers doivent se résoudre à lorgner vers

---

a Voir *supra*, chapitre 16.

b Le nom de ces îles construites en 1965 est un acronyme de Texaco, Humble, Union, Mobil et Shell. Les îles THUMS donnèrent l'occasion de peaufiner la technique du forage horizontal.

c Voir *supra*, chapitre 20.

le large, dans les eaux glaciales de l'océan Arctique. Baptisée *Mukluk* – du nom des bottes fourrées que portent les Inuits –, une structure géologique située à 100 kilomètres au nord de Prudhoe Bay suscite les plus grands espoirs. Mais les forages entrepris dans les conditions les plus extrêmes jamais affrontées par les hommes du pétrole échouent. En décembre 1983, le verdict tombe : *Mukluk* n'est qu'un puits sec de plus. En 1988, le champ de Prudhoe Bay amorçe son long déclin. Le montant des réserves pétrolières des États-Unis ne cesse de s'effriter. L'augure d'Harold Ickes<sup>a</sup> menace de s'accomplir : cette fois, la « couronne de l'Amérique, symbole de suprématie en tant qu'empire mondial du pétrole », semble bel et bien être « en train de lui glisser sur les yeux »<sup>91</sup>. Les *majors* n'ont pas plus de bonheur à l'autre extrémité du continent américain. Les forages exploratoires entrepris à partir de 1980 au large des côtes sud de l'Argentine par la compagnie nationale argentine YPF ainsi que par Exxon, Shell et la compagnie française Total (l'ancienne CFP) n'occupent sans doute pas une place négligeable dans l'esprit des belligérants argentins et britanniques au moment du déclenchement de la guerre des Malouines, le 2 avril 1982. Du point de vue de Downing Street, l'enjeu stratégique de cette guerre lointaine, achevée deux mois plus tard avec la reprise en main de l'archipel par la Royal Navy, paraît autrement bien mince. Le gouvernement Thatcher était-il tenté par la perspective de remplumer l'empire énergétique britannique aussi bellement qu'il y était parvenu avec la mer du Nord<sup>b</sup> ? La vingtaine de forages interrompus par le conflit ne déboucheront cependant jamais sur grand-chose. Cette zone de l'Atlantique austral se révélera, là encore, pauvre en or noir (jusqu'à aujourd'hui en tout cas).

---

a Voir *supra*, chapitre 11.

b Le motif principal de Margaret Thatcher est sans doute d'ordre de politique intérieure : la tenue d'élections l'année suivante est la raison très probable de la riposte britannique au débarquement argentin dans l'archipel. La guerre des Malouines fait remonter en flèche la popularité de la Dame de fer, honnie jusque-là par beaucoup pour ses mesures brutales face à la crise entraînée par le second choc pétrolier (voir chapitre 17) ; Thatcher remportera triomphalement les élections législatives de juin 1983.

Tandis que les stocks de brut de l'Occident s'étiolent, le montant des réserves « prouvées » que contrôlent les principaux pays du golfe Persique fait lui un bond de près de 60 % au cours des années 1980. Cette explosion des chiffres avancés sans nulle validation externe par les cinq principaux États membres de l'Opep suscitera plus tard de lourdes suspicions<sup>92</sup>. Il y a de quoi, à première vue en tout cas. C'est le Koweït qui ouvre la valse des annonces faramineuses : en 1984, la maison des al-Sabah affirme que ses réserves de brut ont augmenté de 37 % par rapport à l'année précédente, passant de 67 milliards à 92 milliards de barils. L'Opep prend la décision, *a priori* jugée fort saine, d'indexer les nouveaux quotas de production sur le montant des réserves annoncées par ses pays membres. Dès lors, c'est la surenchère. En 1986, l'Iran annonce être passé d'un cheveu devant le Koweït, avec 92,9 milliards de barils, alors qu'il se contentait de 59 milliards un an auparavant. Les Émirats arabes unis déclarent la même année que leurs réserves ont fait un bond de pas moins de 194 %. Saddam Hussein ne peut être en reste : en pleine guerre contre l'Iran, l'Irak fait preuve d'un certain humour (d'or) noir en affirmant en 1987 avoir vu ses réserves de brut progresser de 38 %, pour atteindre « 100,0 » milliards de barils tout rond, un chiffre maintenu par la suite constant année après année ! *Last but not least*, l'Arabie saoudite emboîte le pas en 1988, faisant part d'une progression de 50 % de ses réserves, qui s'établissent désormais officiellement à 255 milliards de barils. L'annonce intervient l'année où l'Aramco devient la Saudi Aramco.

Cet épisode expose pour la première fois le caractère aussi secret qu'arbitraire du montant officiel des réserves d'or noir de l'Opep, sans doute les données économiques les plus stratégiques et les mieux protégées du monde. Pourtant, lorsqu'elle a lieu, l'impressionnante inflation des chiffres avancés par les cinq principaux joueurs du golfe Persique (Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Émirats arabes unis) ne suscite pas le moindre débat. L'épuisement du pétrole appartient alors à un avenir si vague et lointain que la question des réserves laisse indifférents l'immense majorité des observateurs. Mais lorsqu'au cours des années 2000 ce problème de l'épuisement perdra son caractère virtuel, les pays

du Golfe seront couramment accusés de mensonge pur et simple. Une telle accusation doit être révisée à la lumière de l'aveu fait en juillet 1973 au cheikh Yamani par la direction américaine de l'Aramco concernant le montant des « vraies réserves » de l'Arabie saoudite, 245 milliards de barils à l'époque<sup>a</sup>. Sachant que, durant la période de surabondance précédant le pic pétrolier américain de 1970, les Sept Sœurs ont bridé systématiquement la croissance de la production des pays du golfe Persique selon une méthode aussi logique que constante, et sachant qu'annoncer un montant de réserves délibérément sous-évalué servait cet objectif de limitation des extractions, on peut supposer que tous les autres pays du Golfe ont sans doute, comme l'Arabie saoudite, hérité lors des nationalisations de chiffres de réserves pour le moins conservateurs. D'ailleurs, l'évolution ultérieure de la production du golfe Persique laisse penser que les chiffres avancés à partir de la fin des années 1980 par les pays de l'Opep sont (plus ou moins) conformes à la réalité.

\*\*

Une décennie après la nationalisation du pétrole des principaux pays exportateurs, les *majors* occidentales, compagnies au rôle vital pour les pays industriels, sont devenues des *minors* : elles ne contrôlent plus directement que de faibles quantités de pétrole comparées à celles dont disposent les compagnies nationales saoudienne, irakienne et iranienne. Le coûteux développement des premiers champs pétroliers complexes et extrêmes à l'issue du premier choc n'a en rien pu altérer cette nouvelle donne. Tant que durera l'âge du pétrole, l'azimut principal permettant au monde d'atteindre le zénith coruscant de l'*American dream* partira toujours des mêmes terres : cette région où l'armée américaine a établi un « Commandement central », le golfe Arabo-Persique noyé de pétrole, transfiguré par l'avidité ou ravagé par la guerre, oscillant entre sidération et haine pour le monde que l'or noir fait mouvoir.

---

a Voir *supra*, chapitre 20.